

vous vous attaquez en fait aux revenus du secteur primaire, ceux des agriculteurs et des pêcheurs.

● (1550)

Les agriculteurs et les pêcheurs de nombreuses régions du Canada luttent depuis une dizaine d'années pour un régime ordonné de commercialisation, pour des offices de commercialisation dont ils seraient des membres actifs. Les agriculteurs de ma circonscription et de ma province en rêvent depuis longtemps, et ils se sont battus pour persuader des gouvernements successifs et de tendances différentes de réaliser ce rêve. Si M. Pepin et M^{me} Plumptre pensent que le prix du blé est excessif et commencent à se mêler des affaires de la Commission canadienne du blé ou de la Commission de commercialisation des porcs en Saskatchewan, nous avons du nouveau à leur apprendre. Au cours de plusieurs décennies de lutte pour une réglementation de la commercialisation et la mise en place d'offices de commercialisation, les agriculteurs ont été brimés par des gouvernements successifs et désavantagés par une politique de l'alimentation au rabais. Cette politique est l'une des raisons de l'abandon de l'exploitation de quelque 400,000 fermes familiales depuis la Seconde Guerre mondiale.

Lorsque les agriculteurs touchaient \$1 ou \$1.50 par boisseau de blé il y a deux ou trois ans, nous savions tous qu'ils n'arrivaient même pas à couvrir leurs frais de production, encore moins à toucher une plus value ou à faire fructifier leurs investissements. Maintenant que le prix du blé commence pour la première fois à refléter le coût de production, le président de la Commission anti-inflation se met à hurler contre les offices de commercialisation. S'il va se promener en Saskatchewan, il fera bien de se tenir en permanence le dos au mur et prêt à dégalner, car une foule d'agriculteurs auraient deux mots à lui dire.

La Commission de surveillance du prix des produits alimentaires n'a rien trouvé à redire du côté de l'emballage, de la vente en gros et au détail et du fonctionnement des super-marchés de Garfield-Weston; elle estime donc que c'est aux offices de commercialisation qu'il faut s'en prendre. Or, ces offices sont à peu près la seule protection dont bénéficient les agriculteurs, et toute personne honnête est prête à payer le prix qu'il faut pour permettre aux producteurs de couvrir leurs frais de production et de main-d'œuvre et d'avoir de quoi vivre.

Les frais de production continuent d'augmenter. Selon Statistique Canada, le coût des intrants agricoles a augmenté de 9 p. 100 l'année dernière, du deuxième trimestre de 1974 au deuxième trimestre de 1975; ce sont là les derniers chiffres dont nous disposons. Les frais de production ont augmenté de 29 p. 100 depuis deux ans. Demandez simplement à un éleveur de bovins ou un agriculteur qui engraisse du bétail où en sont ses prix compte tenu de cette augmentation de 29 p. 100 du coût de la production. De nombreux facteurs entrent dans les coûts de production—le crédit hypothécaire par exemple. Le crédit nécessaire pour les biens-fonds a augmenté de 13 p. 100 du deuxième trimestre de 1974 au deuxième trimestre de 1975, et de 32 p. 100 en deux ans. Le coût des machines agricoles a augmenté de 19 p. 100 en un an et de 29 p. 100 en deux ans. Les produits pétroliers ont augmenté de 16 p. 100 en un an et de 28 p. 100 en deux ans. Les engrais ont augmenté quant à eux de 39 p. 100 en un an et de 83 p. 100 en deux ans. Très souvent ces augmentations n'ont été ni nécessaires ni justifiées, mais le gouvernement ne tient pas à les contrôler.

Alors que les producteurs agricoles subissent ces augmentations de leurs coûts, Massey-Ferguson Limited annonçait récemment un bénéfice record de 53 millions de

dollars pour la période de neuf mois se terminant le 31 juillet, ce qui représente une hausse de 37 p. 100 par rapport à la même période de l'année précédente. Cette comparaison nous renseigne sur l'augmentation du prix du matériel agricole et des pièces de rechange.

Regardons du côté des banques. Pour cette même période de neuf mois, la Banque Canadienne Impériale de Commerce et la Banque Toronto-Dominion annonçaient une hausse de 23 p. 100 de leurs bénéfices par rapport à l'an dernier, avec 92 et 65 millions de dollars respectivement. La Banque Royale du Canada a fait encore mieux, avec un bénéfice de 113 millions de dollars, soit 26 p. 100 de plus que les années précédentes.

Le prix des produits pétroliers a augmenté. Imperial Oil Limited réalise des profits qui avoisinent le million de dollars par jour. Si nous voulons agir sur les prix, sur les bénéfices et sur les revenus, si nous voulons nous attaquer à l'inflation, il faut commencer par le sommet. Ce sont les catégories les plus favorisées qui causent l'inflation, non les moins favorisées. Ce n'est pas aux retraités qu'il faut s'en prendre. Commençons par le haut. Attaquons-nous aux profits élevés, aux augmentations de prix injustifiées et aux gros revenus. C'est par là qu'il faut commencer, qu'il s'agisse du président d'une grande entreprise, du chef d'un syndicat ou d'un député. Ce sont eux qui reçoivent de la société plus qu'ils ne lui donnent.

M. Paproski: Parlez pour vous-même.

M. Benjamin: Lorsque le premier ministre (M. Trudeau) recommande aux personnes à revenu modique de ne pas demander à l'économie plus qu'elles ne lui donnent, il les insulte de la pire façon. J'aimerais bien le voir travailler comme surnuméraire, pour le salaire minimum, au réseau d'égouts et de distribution d'eau de la ville de Regina. On verrait alors s'il donne plus à l'économie qu'il n'en retire. Quelle insulte pour la majorité de la population. Si ce programme consiste à attaquer et à saper les offices de mise en marché, je ferai campagne pour qu'il échoue. Je connais des milliers d'autres gens qui feront la même chose sans le moindre remords.

M. Smith (Saint-Jean): Voilà un grand Canadien.

M. Benjamin: Voilà un qualificatif que je prends pour un compliment. Le député de Saint-Jean (M. Smith) fera, j'en suis sûr, la même chose s'il voit les agriculteurs souffrir d'une attaque portée contre les offices de mise en marché par un programme de réglementation des prix et des revenus. Je sais qu'il se joindra à moi si le programme n'est pas amélioré pour accroître le revenu des pensionnés, des petits salariés et des travailleurs non syndiqués. Si le programme est injuste envers ces gens-là, je ferai tout mon possible, comme des milliers et des milliers d'autres gens, pour qu'il échoue. S'il est appliqué de façon juste envers eux, il aura mon appui et ma collaboration, et celle du pays tout entier. D'après ce que nous savons, le programme semble terriblement injuste pour la plupart des petites gens qui ont un revenu modique ou fixe et il défavorise également les producteurs de produits agricoles. A mon avis, ce programme est un échec.

Comme je l'ai dit au début, nous convenons qu'il nous faut déployer le maximum d'efforts pour enrayer ou du moins freiner l'inflation. Tous les pays du monde, même les pays totalitaires, connaissent une inflation de 4, 5 ou 6 p. 100. Il n'est pas possible de se débarrasser de l'inflation, si ce n'est en provoquant une importante dépression économique. C'est la seule façon de l'enrayer. Pendant des années, mon parti a dit que nous devions atténuer, sinon